



Emmanuelle Dufour

étudiante au doctorat au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

LA SÉCURITÉ CULTURELLE AU NIVEAU POST-SECONDAIRE : LE CAS DE L'INSTITUTION KIUNA

L'adaptation culturelle de cursus et de services post-secondaires peut-elle contribuer à l'enracinement identitaire des étudiants des Premières Nations? Si oui, cet enracinement peut-il favoriser la persévérance postsecondaire et la réussite éducative?

Les recherches réalisées dans le cadre de mon projet de maîtrise¹ tendent à démontrer que l'aménagement d'espaces éducationnels culturellement adaptés favorise la rétention et la réussite postsecondaire des étudiants des Premières Nations au Québec. Le mémoire qui en est issu examine deux formules existantes : 1) les services d'accueil et de soutien adaptés à l'intérieur d'institutions postsecondaires provinciales; 2) les programmes et les services postsecondaires adaptés offerts par un établissement affilié par et pour les Premières Nations. L'analyse de la première formule a été réalisée à l'issue d'un terrain de recherche conduit entre 2013 et 2015² auprès de différentes instances éducatives spécialisées³. La deuxième formule, qui constituera le principal objet d'étude de cet article, a été examinée à travers les témoignages de huit étudiants ou diplômés et de six membres du personnel de l'institution Kiuna. Les données qualitatives provenant des entrevues individuelles et des cercles de partage ont été croisées avec les résultats quantitatifs recueillis par le biais d'un questionnaire écrit, élaboré en collaboration avec l'équipe du volet Jeunes autochtones du Projet SEUR de l'Université de Montréal⁴. 25 des 33 étudiants de la cohorte francophone du programme Sciences humaines-Premières Nations de l'Institution ainsi que près d'une soixantaine d'étudiants autochtones adultes du Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre (CDFM) huron-wen-

dat ou participants au séjour de familiarisation aux études universitaires du Projet SEUR y ont participé (n=83). Le présent article vise donc à esquisser un portrait de l'impact de l'instauration d'une *sécurité culturelle* au cœur de cursus et de services postsecondaires, en s'appuyant spécifiquement sur le modèle de l'institution Kiuna.

MISE EN CONTEXTE

Qu'entendons-nous par sécurité culturelle en milieu postsecondaire? Le concept a été développé vers la fin des années 1980 par une infirmière et éducatrice maorie de Nouvelle-Zélande, Irihapeti Ramsden, en réponse à la marginalisation et à la discrimination vécues par son peuple autochtone au sein des systèmes de santé allochtones (Blanchet, Garneau et Pépin, 2012). Si d'aucuns dénoncent l'ambiguïté et le caractère interprétatif du concept, nous le définirons ici comme la résultante potentielle d'une offre de services et de programmes développés dans le respect et la reconnaissance des déterminants historiques, culturels, socioéconomiques, politiques et épistémologiques des populations ciblées (Dufour, 2015). La mise en place d'une certaine sécurité culturelle à l'intérieur des institutions postsecondaires requiert non seulement la création et l'application de mesures culturellement sensibles dans le cadre d'une action concertée, mais il faut aussi se pencher sur le vécu et la réponse des étudiants dans le but d'évaluer son efficacité (Colomb, 2012).

La très grande majorité (71 %) des étudiants ayant répondu à notre questionnaire manifeste un intérêt

considérable pour les études postsecondaires (Dufour, 2015). Cette donnée rejoint notamment le ratio obtenu par le *Survey of First Nations Peoples Living On-Reserve* (EKOS, 2006) qui estimait, il y a plus de 10 ans, que 70 % de la jeunesse des communautés des Premières Nations aspirait à la diplomation postsecondaire. Pourtant, moins de 19 % de la population autochtone de 25 à 34 ans du Québec obtiendra ne serait-ce qu'un diplôme collégial (Canada, 2008). Nombreux sont les obstacles à la diplomation autochtone recensés par la littérature. Or, la peur de ne pas réussir constitue le principal obstacle mentionné par plus de la moitié des répondants (voir le tableau ci-dessous, dont les données sont tirées de Dufour, 2015)⁵.

Ce constat s'avère sans surprise. De nombreux participants ont souligné que les études postsecondaires, et plus particulièrement les études universitaires, projettent une image d'inaccessibilité. Les participants de l'institution Kiuna semblent, pour leur part, présenter un niveau de confiance deux fois plus élevé que celui de leurs homologues en regard de leur réussite scolaire et professionnelle. Cette analyse, qui ne saurait trouver ses assises sur une base purement quantitative, semble néanmoins renforcée par les témoignages recueillis. Ainsi, si l'on retranche les réponses fournies par les 25 étudiants de Kiuna, on constate que la proportion d'étudiants autochtones ayant identifié la peur de ne pas réussir comme un

obstacle potentiel à la réussite atteint la confortable majorité de 68 %. En revanche, les étudiants sondés identifient des composantes pouvant contribuer à leur réussite postsecondaire telles la motivation personnelle, l'aide financière, l'idée de pouvoir contribuer au mieux-être de leur communauté, etc. Une certaine majorité de celles-ci correspond notamment à des critères de sécurité culturelle au sein du projet postsecondaire. Les participants aspirent généralement à un contexte scolaire qui reconnaît leurs besoins spécifiques et à une scolarité qui prend davantage en compte leur rôle et les apports des peuples autochtones d'hier à aujourd'hui.

Ces résultats rejoignent notamment ceux publiés par Joncas (2013) selon lesquels une importante proportion de persévérants universitaires ayant participé à son étude à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) auraient souhaité : 1) fréquenter une institution postsecondaire créée par et pour les peuples autochtones; 2) bénéficier de plus d'occasions et d'espaces de réseautage avec les autres étudiants autochtones de l'institution universitaire (2013, p.153). Les services d'accueil et de soutien, tout comme les programmes d'études autochtones ou adaptés aux besoins des communautés, semblent connaître un certain essor au sein des cégeps et des universités du Québec depuis quelques années. Or, l'institution Kiuna reste à ce jour le seul établissement postsecondaire⁶ québécois conçu par et pour les Premières Nations.

OBSTACLES ANTICIPÉS (%)



L'INSTITUTION KIUNA : « UNE ÉCOLE FAITE POUR NOUS AUTRES »⁷

L'institution Kiuna présente des cursus et des approches pédagogiques adaptés aux cultures et aux réalités des Premières Nations. Le programme bilingue de Sciences humaines-Premières Nations, auquel étaient inscrits, en 2014, 51 étudiants attikameks, innus et mohawks, mais également hurons-wendat, abénaquis, anicinabes, cris, malécites et autres, mène à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales délivré par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). Il favorise un attachement sécuritaire à travers l'exploration de trois principaux thèmes : l'identité, la communauté et la société. La sécurité culturelle irrigue donc toutes les dimensions du projet de scolarité postsecondaire. Par l'étude de l'histoire, des cultures et des politiques qui ont caractérisé l'évolution socioéconomique des Premières Nations, les étudiants sont en mesure de mieux contextualiser les enjeux auxquels sont confrontées leurs familles et communautés, pour être ensuite appelés à se positionner par rapport à ceux-ci. À travers les activités et sorties pédagogiques, les étudiants ont également accès au patrimoine et aux pratiques culturelles autochtones dont certains ont été privés à cause du contexte colonial.

J'ai été coupée de ma culture pendant toute ma vie jusqu'à tout récemment [...]. La motivation à l'école découle aussi de l'affirmation identitaire qu'on a retrouvée à Kiuna [...], c'est ça qui permet aux décrocheurs comme moi de se recentrer sur nos vraies valeurs! (Jaimée, Attikamek et Québécoise, 21 ans)

Ainsi, par des allées et venues entre les pratiques dites traditionnelles et les pratiques modernes, le projet pédagogique de Kiuna vise un objectif transversal de continuité culturelle veillant à l'intégration des réalités et des expériences socioculturelles des populations étudiantes dans les cursus scolaires et les méthodes pédagogiques. Cet objectif rejoint l'esprit de la Maîtrise indienne de l'éducation indienne qui préconisait, dès 1972, que soient inculquées chez les Autochtones les valeurs et « les connaissances nécessaires à la fierté de soi et à la compréhension d'eux-mêmes et du monde qui les entoure », dans un contexte de transmission culturelle, mais aussi de survie au sein de la modernité (FIC, 1972, p. 1). La petite taille de l'Institut, qui favorise une certaine proximité dans une même cohorte linguistique et la personna-

lisation des relations avec les équipes administrative, de soutien et enseignante, contribue à fortifier la sécurité culturelle à même le projet scolaire. La communauté ainsi créée, tout comme l'identification de type panindien, agit comme un facteur de protection supplémentaire liant les individus par un sentiment de solidarité partagé. Chez l'ensemble des 25 participants, cet ancrage institutionnel se décline par un intérêt marqué pour les études postsecondaires et plus particulièrement pour la scolarité collégiale en cours ainsi qu'à un taux de rétention de plus de 86 % (Collège Kiuna, 2014). Dans un même ordre d'idées, le fait qu'ils aient été proportionnellement plus nombreux que les autres participants à déterminer l'importance des apprentissages au sein de leur conception de l'éducation tend à démontrer que la pertinence culturelle peut engendrer une meilleure appréciation de la valeur de la formation (Dufour, 2015). La scolarisation postsecondaire à l'intérieur d'un programme qui est culturellement adapté aux étudiants n'est donc pas perçue comme un simple parcours à obstacles face auquel on doit faire preuve d'une bonne dose de résilience, mais comme une occasion d'enrichissement personnel et collectif, voire de rattrapage identitaire, dont les bénéfices peuvent être conjugués au moment présent. L'attachement sécuritaire à la culture et à la communauté agira à son tour comme une rampe de lancement vers différents niveaux de réussites individuelles et collectives. On aspire donc à ce que les étudiants et diplômés de l'institution Kiuna puissent à leur tour porter les fruits d'un nouveau leadership autochtone, tant dans les communautés que dans les villes, tout comme l'ont fait avant eux plusieurs étudiants du défunt Collège Manitou de La Macaza. Notons que les réponses au questionnaire écrit des étudiants du programme Sciences humaines-Premières Nations révèlent que ceux-ci présentent un grand intérêt pour des professions faisant appel à un certain leadership telles que professeur (56 %), avocat ou juge (40 %) ainsi que politicien, chef ou conseiller (32 %) (Dufour, 2015).

CONCLUSION

À l'automne 2015, la majorité des diplômés du programme Premières Nations de l'institution Kiuna s'est inscrite dans une université provinciale ou nationale. Certains ont pris un temps d'arrêt pour retourner dans leur communauté, alors que d'autres ont accédé aux études universitaires dès le trimestre suivant. Quelques étudiants ont intégré un parcours transi-

